

HOWARD ROSS LIBRARY
OF MANAGEMENT
APR 5 1984
MCGILL UNIVERSITY

Fondé sur la vision coopérative des rapports économiques, le Mouvement Desjardins est devenu, grâce à l'engagement de ses millions de membres, un grand carrefour de ressources financières, techniques et humaines qui, à la lumière des besoins personnels et collectifs, se conjuguent au service du Québec et des Québécois.



LE GROUPE DESJARDINS
ASSURANCES GÉNÉRALES

Faits saillants

	en milliers de dollars	
	1983	1982
Actif	150 865 \$	138 029 \$
Revenus de placements	10 583	7 856
Primes nettes acquises	83 101	64 820
Coûts d'exploitation	20 664	24 567
Bénéfice avant impôts	11 038	5 931
Avoir des actionnaires	42 589	36 043

Les administrateurs

*** M. Conrad LeBlanc, f.i.a.c.**

Président et chef de la direction
Lévis

*** M. J.-A. Roland Dion**

Président du conseil
Québec

M. Léopold Auger

Directeur
Caisse Populaire Saint-François d'Assise
Trois-Rivières

M. Bernard Dufour

Directeur
Caisse Populaire Ste-Famille
Sherbrooke

*** M. Camille Montpetit**

Directeur
Caisse Populaire Mistral
Montréal

*** M. Roger Desrosiers, c.a.**

Associé
Malette, Benoit, Boulanger, Rondeau
& Associés
Rimouski

**** M. Claude Lépine**

Directeur
Caisse Populaire Desjardins de St-Jacques
St-Jacques de Montcalm

*** M. Gérard-Yvan Martel**

Technologiste
Alcan
Montréal

M. Léonard Robitaille

Président
Fédération des Caisses Populaires Desjardins
de l'Abitibi
Directeur
Caisse Populaire Dupuy
Dupuy

M. Rosaire Raymond

Président
Transport RPR Inc.
Cowansville

M. John Lamy

Directeur
Caisse Populaire de Gaspé
Gaspé

M. Marcel Valiquette

Directeur
Caisse Populaire Nativité d'Hochelaga
Montréal

M. Claude Béland, avocat

Premier vice-président et directeur général
Fédération des Caisses d'Economie Desjardins
du Québec
Ville d'Anjou

**** M. Gilles Bouliane**

Directeur
Caisse Populaire St-Joseph de Hull
Hull

M. Yvon Roberge, b.sc.

Directeur
Caisse Populaire Notre-Dame des Victoires
Montréal

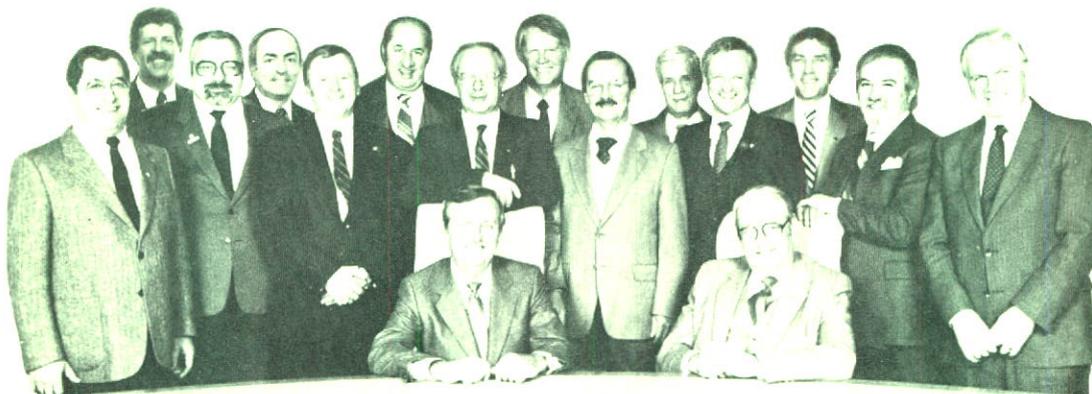
**** M. Welley Vézina**

Surintendant d'usine
Dominion Textile Inc.
Montmorency

* Membres du Comité Exécutif

** Membres du Comité de Vérification

Les noms apparaissent dans l'ordre de la photo.



Le comité de gestion

M. Conrad LeBlanc, f.i.a.c.
Président et chef de la direction

M. Pierre Bornais, c.r.
Vice-président exécutif

M. André Deschênes, b.a.a.
Vice-président exploitation (division est)

M. John Harbour, c.a.
Vice-président finances

M. Gilles Monette, f.i.a.c.
Vice-président assurances

M. Yvan Paradis, a.i.a.c., b.comm. II.I
Vice-président exploitation (division ouest)

Les directeurs

M. Réal Baron, f.i.a.c., t.p.i.
Assurance des entreprises (division ouest)

M. Paul Bouchard
Assurance des particuliers (division est)

M. Jean Carbonneau
Organisation et informatique

M. Robert Dupont, b.a.a.
Cautionnements

M. Richard Lagacé, b.s.c.
Assurance des particuliers (division ouest)

M. Jean Landry, c.a.
Contrôleur

M. Serge Lessard, b.a.a.
Ressources humaines

M. Pierre Michaud, f.i.a.c.
Assurance des entreprises (division est)

M. Marcel Pellerin, f.i.a.c.
Technique d'assurances

M. Gilles Pelletier, t.p.i.
Exploitation (division ouest)

M. Jacques Pelletier, avocat
Sinistres (division est)

M. André Plourde
Exploitation (division est)

M. André Racine, f.c.a.s., f.i.c.a.
Actuariat

Le message du président

L'exercice qui prend fin a été très profitable. En fait, il est le meilleur que nous ayons connu depuis le début de notre existence, il y a 38 ans.

Le bénéfice avant impôts, de l'ordre de 11 038 000\$, affiche une augmentation de 86.1% sur l'année précédente.

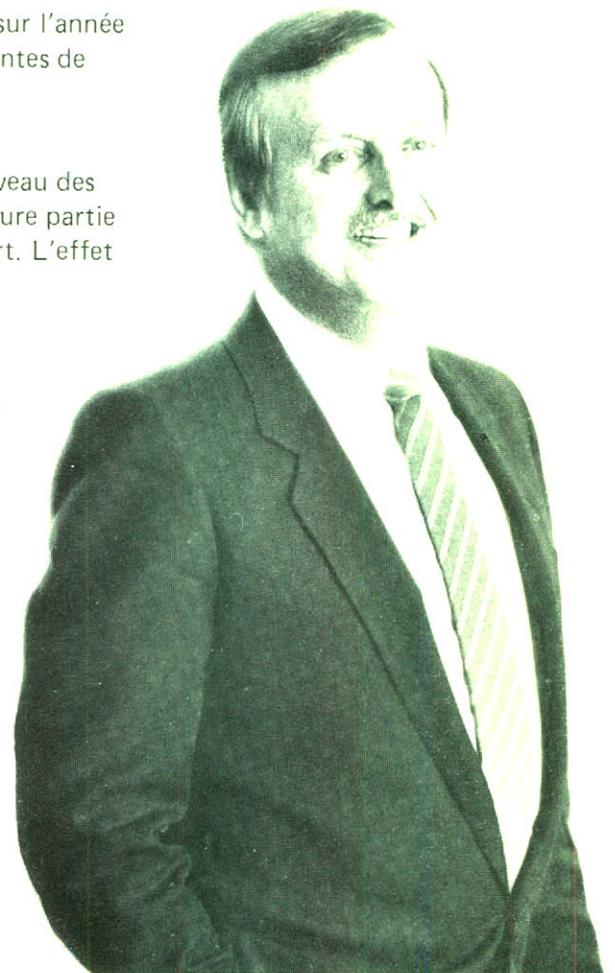
L'avoir des actionnaires de 42 589 524\$ représente une situation financière de tout premier ordre.

Notre tarification en assurance personnelle a été ajustée à la baisse au cours de 1983, afin de tenir compte de la diminution importante de la fréquence des sinistres. L'effet de ces réductions de primes sur l'année 1983 est estimé à 10%. Tenant compte de ces rabais, nos ventes de l'année ont connu une croissance de 8%.

Une augmentation de 28.2% doit être constatée au niveau des primes nettes acquises. C'est le résultat du rachat de la majeure partie des cessions antérieurement faites à la réassurance quote-part. L'effet de cette mesure, sur les bénéfices réalisés, aura été très significatif.

Malgré ces éléments favorables du dernier exercice, la concurrence demeure très vive et nous estimons qu'elle le sera tout au long de 1984. Les exercices subséquents auront donc tendance à laisser des marges bénéficiaires réduites, correspondant alors au creux du cycle qui suivra la période favorable que nous connaissons maintenant.

Conscients de cet état de choses, nous avons maintenu un contrôle rigoureux de nos coûts d'exploitation. Une nette amélioration a été réalisée sur l'année précédente. Elle est d'autant plus valable qu'elle n'est pas la résultante d'un accroissement du volume d'affaires.



Pierre Bornais, c.r.
v.-p. Exécutif

Les coûts d'exploitation totalisent 20 663 962\$, en 1983, alors que l'année précédente, ils étaient de 24 567 235\$; une diminution de 3 903 273\$ ou 15.9%.

Cette maîtrise, sur les principaux éléments de notre gestion, assure une stabilisation des résultats et une perspective d'avenir plus rassurante.

L'industrie de l'assurance de dommages est en voie de subir de profonds changements. De fortes pressions s'exercent sur elle en vue de l'accroissement de la productivité, la diversification et le développement de nouveaux produits, de même que la réduction des coûts.

L'évolution technologique amène la direction des assureurs à évaluer comment l'informatique peut jouer un rôle efficace dans ces domaines.

De nouveaux intervenants dans l'assurance de dommages devraient accélérer le processus en cours.

L'évolution de ce mouvement nous apparaît à la fois rapide et irréversible. Les personnes impliquées devront faire preuve de vigilance et d'ouverture d'esprit si elles veulent se retrouver parmi les vainqueurs dans quelques années.

Notre personnel, par une attitude positive, a rendu possible la fiche sensiblement améliorée que nous présentons aujourd'hui. Nous le remercions. Nous voulons, aussi, témoigner notre gratitude aux courtiers qui font partie de notre réseau de distribution, pour l'appui qu'ils nous ont manifesté.



Conrad LeBlanc
Président et chef de la direction



M. André Deschênes, b.a.a.
v.-p. Exploitation (div. est)



M. John Harbour, c.a.
v.-p. Finances



M. Gilles Monette, f.i.a.c.
v.-p. Assurances



M. Yvan Paradis, b. comm., II.I.
v.-p. Exploitation (div. ouest)

Résultats consolidés

de l'exercice terminé le 31 décembre

	en milliers de dollars	
	1983	1982
Primes brutes souscrites	98 820\$	101 204\$
Primes nettes acquises	83 101	64 820
Sinistres et frais de règlement nets	48 847	33 404
BENEFICE BRUT	34 254	31 416
Frais d'exploitation nets	33 799	33 341
PROFIT (PERTE) sur opérations d'assurances	455	(1 925)
Revenus de placements	10 583	7 856
BENEFICE avant impôts sur le revenu	11 038	5 931
Matérialisation de l'avantage fiscal	5 353	3 298
BENEFICE NET	5 685\$	2 633\$
BENEFICE NET PAR ACTION	0,57\$	0,26\$

Les notes complémentaires
font partie intégrante
des états financiers.

Bénéfices non répartis consolidés

de l'exercice terminé le 31 décembre

	en milliers de dollars	
	1983	1982
Solde au début	532\$	(2 101)\$
Bénéfice net	5 685	2 633
Solde à la fin	6 217\$	532\$

Rapport des vérificateurs

Aux Actionnaires
Le Groupe Desjardins, Assurances générales

Nous avons vérifié le bilan consolidé de la compagnie Le Groupe Desjardins, Assurances générales au 31 décembre 1983, ainsi que les états consolidés des résultats et des bénéfices non répartis de l'exercice terminé à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1983, ainsi que les résultats de son exploitation de l'exercice terminé à cette date selon les pratiques comptables décrites à la note 1, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré & Associés
Comptables agréés

Québec
Le 4 février 1984

Bilan consolidé au 31 décembre

Actif	en milliers de dollars	
	1983	1982
Placements et liquidités (note 2)		
Obligations, au coût amorti	94 104\$	63 389\$
Actions, à la valeur du marché	16 286	4 724
Prêts hypothécaires, au coût	1 807	3 579
Dépôts à terme et encaisse	9 263	23 543
	121 460	95 235
Montants à recevoir		
Courtiers	11 291	12 236
Réassureurs	575	8 038
Compagnies réassurées	3	10
Intérêts courus sur placements	2 613	1 807
Impôts sur le revenu et taxes	316	775
Autres	185	151
	14 983	23 017
Dépôts dans des compagnies réassurées	242	291
Frais d'acquisition de primes reportés	7 716	8 791
Immobilisations, au coût amorti	3 089	2 496
Avantage fiscal	3 214	8 038
Autres postes	161	161
	150 865\$	138 029\$

Pour le conseil,
Conrad LeBlanc
J.A. Roland Dion
Administrateurs

Passif	en milliers de dollars	
	1983	1982
Provisions		
Primes non acquises	38 485\$	43 397\$
Sinistres en voie de règlement	59 540	48 849
	98 025	92 246
Montants à payer		
Courtiers	3 400	1 551
Réassureurs	339	1 027
Compagnies réassurées	6	—
Autres	3 400	3 994
	7 145	6 572
Dépôts des réassureurs	3 106	3 168
	108 276	101 986
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 3)	29 364	29 364
Surplus d'apport	6 401	6 401
	35 765	35 765
Bénéfices non répartis (note 4)	6 217	532
Réserve pour placements	607	(254)
	6 824	278
	150 865\$	138 029\$

Les notes complémentaires
font partie intégrante
des états financiers.

1- Énoncé des pratiques comptables

■ Principe de consolidation:

Ces états financiers regroupent les comptes de la compagnie Le Groupe Desjardins, Assurances générales et de La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada filiale en propriété exclusive.

■ Frais d'acquisition de primes reportés:

Ces frais comprennent les commissions aux courtiers, la taxe sur les primes et certains autres frais reliés directement à l'acquisition de primes, déduction faite de la contrepartie équivalente reçue des réassureurs. Ils sont reportés et amortis sur la durée des contrats et n'excèdent pas les primes non acquises, déduction faite du coût anticipé des sinistres sur les contrats d'assurances en vigueur à la fin de l'exercice.

■ Placements en actions:

Conformément à la Loi des assurances du Québec, les actions sont présentées à la valeur au marché. Le gain ou la perte entre la valeur au marché et le coût doit être amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de trois ans, la différence étant inscrite à "Réserve pour placements".

■ Immobilisations:

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes et taux annuels suivants:

Pavage	Amortissement dégressif au taux de 8%
Immeuble	Amortissement dégressif au taux de 5%
Mobilier et agencement	Amortissement dégressif au taux de 20%
Automobile et camion	Amortissement dégressif au taux de 30%
Améliorations locatives	Amortissement linéaire sur la durée du bail
Système téléphonique	Amortissement linéaire sur 14 ans

■ Provision pour sinistres en voie de règlement:

Cette provision est basée sur une estimation du coût des sinistres et des frais internes et externes. De plus, elle est majorée d'une somme suffisante pour tenir compte des sinistres survenus avant la fin de l'exercice, mais qui ne sont pas rapportés à la compagnie à cette même date et elle exclut tout recouvrement anticipé du coût d'un sinistre déjà réglé. Un tel recouvrement est imputé aux résultats lors de l'encaissement.

■ Impôts sur le revenu:

La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôts.

■ Surplus réservés consolidés:

Les lois des assurances et les règlements y afférents exigent le réajustement de certains postes de l'actif et du passif.

Le total des ajustements à pourvoir par une appropriation des bénéfices non répartis consolidés serait de 1 692 940 \$ au 31 décembre 1983.

2- Placements et liquidités

La valeur du marché des placements suivants s'établit comme suit:

	en milliers de dollars	
	1983	1982
Obligations	91 149\$	60 110\$
Prêts hypothécaires	1 815	3 441

Des obligations pour un montant de 2,240,695 \$ sont déposées auprès d'une institution financière en garantie d'une marge bancaire et auprès du surintendant des assurances en garantie de l'exécution de contrats d'assurances.

3- Capital-actions

	en milliers de dollars	
	1983	1982
Autorisé:		
25,000,000 actions privilégiées, non participantes, dividende préférentiel non cumulatif, rachetables à la valeur nominale de 1 \$ chacune		
75,000,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 \$ chacune		
Emis et payé:		
19,346,800 actions privilégiées	19,347\$	19,347\$
10,017,323 actions ordinaires	10,017	10,017
	29,364\$	29,364\$

4- Bénéfices non répartis

Comme il est stipulé dans la Loi créant Le Groupe Desjardins, Assurances générales, les bénéfices non répartis de la Société d'Assurance des Caisses Populaires au 31 décembre 1980, au montant de 7,607,000\$ demeurent réservés jusqu'au 31 décembre 1985 au bénéfice des personnes qui étaient détentrices de polices d'assurances de cette Société au 31 décembre 1980. Cette somme peut être affectée par le résultat des primes souscrites antérieurement à la fusion.

5- Engagements contractuels

Les engagements en vertu de baux à long terme sont de 10,987,473\$ jusqu'à leur échéance.

Les loyers annuels minimums pour les cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

1984	586,167\$
1985	559,384
1986	507,859
1987	570,217
1988	505,607

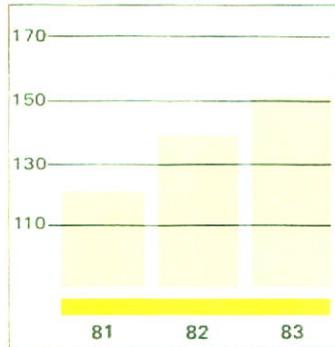
6- Opérations conclues avec des personnes apparentées

Le Groupe Desjardins, Assurances générales et La Sécurité, Compagnie d'Assurances Générales du Canada sont des institutions du Mouvement des Caisses Populaires et d'Economie Desjardins du Québec et, dans le cours normal de leurs opérations, ont effectué des transactions avec les membres du M.C.P.E.D. et d'autres organisations commerciales régulières.

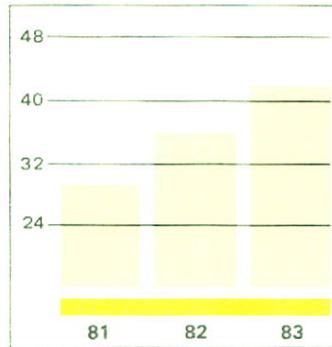
Des placements d'une valeur approximative de 9,550,000\$ présentés au bilan au 31 décembre 1983 et des opérations bancaires font partie de ces transactions.

D'autres opérations de même nature ont engendré des revenus et dépenses tels que des primes d'assurances souscrites, des intérêts gagnés, des loyers et des dépenses d'informatique.

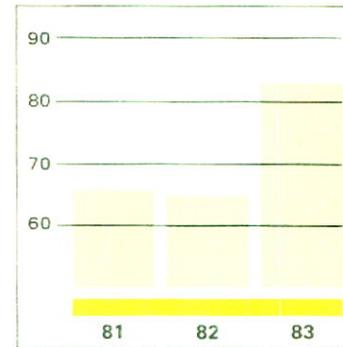
en millions de dollars



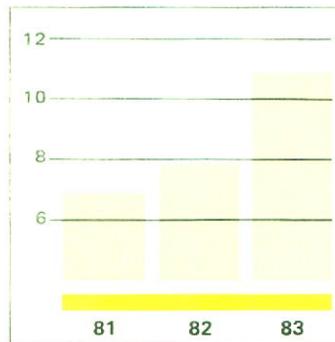
Actif



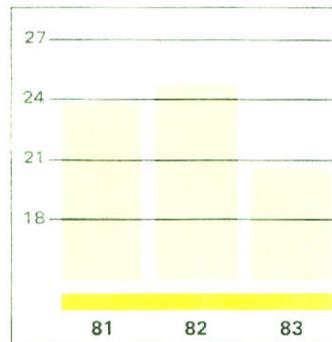
Avoir des actionnaires



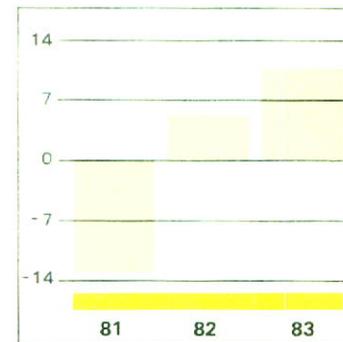
Primes nettes acquises



Revenus de placements



Coûts d'exploitation



Bénéfice avant impôts

Les bureaux d'affaires

Siège social

100, route Trans-Canada est
Lévis (Québec)
G6V 6P9

Noranda

138, rue Murdock
Noranda (Québec)
J9X 1E1

Division ouest

1, Complexe Desjardins, bureau 1722
Montréal (Québec)
H5B 1B1

Rimouski

92, 2^{ème} Rue ouest, bureau 204
Rimouski (Québec)
G5L 8B3

Division est

100, route Trans-Canada est
Lévis (Québec)
G6V 6P9

Sherbrooke

2185, rue King ouest, bureau 102
Sherbrooke (Québec)
J1J 2G2

Chicoutimi

475, rue des Champs-Élysées, suite 203
Chicoutimi (Québec)
G7H 5E8

Trois-Rivières

1240, Avenue Royale, bureau 418
Trois-Rivières (Québec)
G9A 4J2

